

Jean de Kervasdoué, titulaire de la chaire sur la gestion des services de santé au Cnam :

«On pénalise les Français qui vont payer 1 milliard pour leur mutuelle»

Jean de Kervasdoué est titulaire de la chaire d'économie et de gestion des services de santé du Conservatoire national des arts et métiers (Cnam).

Ce conflit entre le monde des mutuelles et les pouvoirs publics, c'est rarissime ?

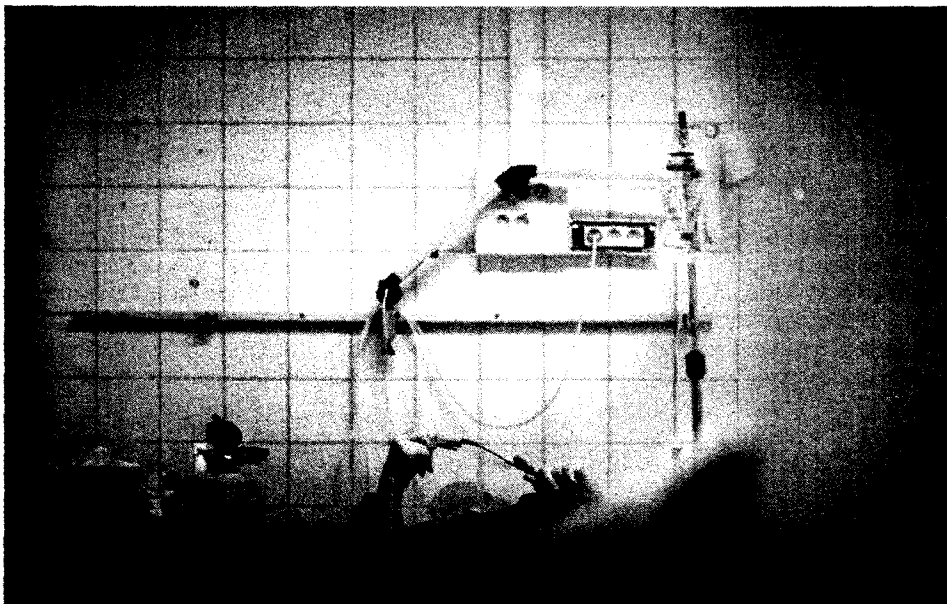
Oui, même si ce n'est pas complètement inédit. En 1980, il y avait eu la grande manifestation des mutuelles à l'occasion de l'instauration d'un «ticket modérateur d'ordre public», autrement dit le gouvernement de Raymond Barre imaginait d'interdire de rembourser une partie des dépenses de soins. Il avait été surpris par l'ampleur de la réaction, il y eut 1 million de personnes dans la rue, la mesure fut abandonnée. Et pour cause... Hier, comme aujourd'hui, le mouvement mutualiste représente près de 39 millions d'affiliés. C'est probablement le seul grand mouvement social qui demeure de nos jours, à côté du monde syndical. C'est un mouvement social profond, qui prend ses racines dans l'histoire du mouvement ouvrier, de la solidarité entre artisans ou entre fonctionnaires. Il joue un rôle essentiel dans la société française, même s'il reste peu connu... de la bourgeoisie parisienne.

Mais alors, pourquoi les pouvoirs publics ont-ils lancé cet affrontement ?

Je ne le comprends pas. Dans les années passées, il y a toujours eu une aspiration de la Mutualité française à prendre toute sa place dans la réforme du système santé. C'est à la Mutualité que l'on doit l'arrivée du médecin référent, on lui doit aussi le combat pour les génériques, et le fait que les mutuelles ne prennent pas systématiquement en charge les dépassements d'horaires, loin s'en faut, a permis d'éviter une inflation encore plus grande des dépenses de santé. Bref, les mutuelles ont un rôle très positif.

Donc le gouvernement n'avait aucun intérêt à ce conflit...

Je crois que, tout bêtement, cela vient de la volonté du gouvernement de faire croire qu'il tient ses promesses fiscales, en prétendant ne pas créer ouvertement de nouveaux impôts. Alors, il chasse - là où il peut et comme il peut - toutes les sources de fiscalité indirecte, en espérant ne pas trop être vu. Avec cette



Au service des urgences de l'hôpital de la Timone, à Marseille, en août. PHOTO PATRICK GHERDOUSSI

taxe, c'est une facilité que s'offrent les pouvoirs publics, sans toucher au reste du système de soins.

C'est-à-dire...

Quand on regarde le projet de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), en débat au Parlement, on est frappé par l'absence de vision, de stratégie. Par exemple, on ne répond pas à la nécessaire revalorisation et transformation de la fonction du médecin généraliste. Quant à l'hôpital, on laisse poursuivre une crise à bas bruit. Les hôpitaux meurent progressivement sous un étatisme fou. Enfin, le point noir

le plus opaque, c'est ce que j'appelle l'errance du patient. Aujourd'hui, les inégalités d'information sont au moins aussi grandes que les inégalités de revenus. Des gens errent dans le système, faute de savoir où aller, qui voir, quel hôpital, où consulter, etc. Or, face à ces trois défis, le PLFSS se contente de deux choses. D'abord, de pénaliser l'industrie pharmaceutique. Cette industrie a besoin aussi de règles claires et d'une fiscalité constante. Aujourd'hui, concernant les médicaments, il y a sept taux de remboursement différents. C'est inco-

hérent. Ensuite, on tape sur les mutuelles en pensant à tort que cela se fera sans réaction. **Le gouvernement met en avant le fait que les mutuelles peuvent payer, car elles ont un trésor de guerre...**

Il y a des mutuelles qui ont été et qui sont bien gérées. On ne peut pas leur dire, «puisque vous avez bien été gérées, cela vous a permis de faire des provisions, alors on vous taxe».

Quel est le rôle de la Sécu ?

Elle ne veut aucun autre acteur à côté d'elle, ni de contre-pouvoir, d'entité responsable avec qui négocier. Cette volonté de puissance se retrouve aussi du côté de l'Etat, qui prétend tout gérer avec le succès que l'on connaît. Exemple de leur impuissance : ils ont dit qu'ils allaient fermer 185 services de chirurgie en 2009. Rien n'a été fait. Curieusement, ce gouvernement qui se prétend libéral aura instauré un centralisme aussi inefficace que déshumanisant. Au lieu de s'appuyer sur des forces indépendantes, comme le sont les mutuelles, on les empêche d'agir et on pénalise les Français qui vont payer 1 milliard pour leur complémentaire, cinq fois plus que les rentrées attendues de l'impôt sur les super-riches (200 millions).

Recueilli par **ÉRIC FAVEREAU**



SIPA